

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1928.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1928 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

Le Budget de la Dette publique doit prévoir le service de toutes les dettes constatées à charge de l'État et qui sont l'objet de titres de créances possédées à sa charge.

Ce ne sont pas seulement les dettes résultant d'emprunts, mais toutes celles capitalisées et devant être acquittées par annuités ou à terme.

Il ne faut pas confondre la dette publique de l'État avec l'ensemble des fonds publics dont les titres représentent partie de celle-ci. Leur service ne fournit que l'un des chapitres du Budget. A côté du service de l'intérêt et de l'amortissement de nos emprunts, se trouve la charge des dettes annuitaires nées des prestations et des sacrifices accomplis au profit de l'État, et dont le titre est ordinairement un brevet de pension à charge du Trésor.

Il n'est pas sans utilité de rappeler cette distinction entre la dette et les titres de dette, pour faire disparaître cette contradiction apparente : tandis que l'on a procédé, au cours de l'exercice, à des amortissements de la dette, le Budget de 1928 se trouve finalement en augmentation de fr. 123,985,300.70 par rapport à celui de 1927 — soit fr. 3,920,382,622.73 contre fr. 3,796,397,322.03.

L'augmentation réelle n'est que 23,611.000 francs à charge de la Dette

(1) Budget, n° 4-II.

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée :

a) des membres de la Commission des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Hallet, président, Pussemier, vice-Président, Carlier et David, secrétaires, Boddart, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Optinter, Driou, Goleuwaux, Hoën, Kreglinger, Lepage, Morlet, Soudan, Van Ackere (F.), Wauwermans.

b) les six membres nommés par les Sections : MM. Carton de Wiart, Fieullien, De Winde, Raemdonck, Claes, de Montpellier.

H

publique proprement dite, bien que ce chapitre ait à supporter notamment des augmentations de :

10,000,000 de francs, intérêts des titres nominatifs émis en paiement des dommages de guerre.

19,959,000 francs, augmentation à raison du rachat de chemins de fer, de participation de l'État dans la construction de lignes vicinales, habitations à bon marché, distributions d'eaux.

4,092,000 francs, du chef de l'emprunt de 300 millions émis par le Crédit communal pour l'assistance aux communes,

48,000,000 de francs, normalisation de l'annuité de l'emprunt de stabilisation par adjonction de l'amortissement.

21,000,000 de francs, augmentation des annuités dues aux États-Unis.

L'on rencontre fort heureusement en contre partie une diminution à concurrence de 25 millions des frais divers de la dette et de 44 millions à raison des remboursements effectués.

Si notre Budget de la Dette publique est en augmentation ce n'est donc point par majoration du montant des capitaux empruntés. La cause réelle réside dans les charges des pensions qui, pour le seul chapitre de la Dette publique, s'élèvent à 720,873,000 francs — en augmentation de 181,624,000 francs.

En 1914 la charge des pensions était de 38,392,000 francs. En 1928, elle est de 903,323,000 francs; soit trente fois davantage et représente 12 % des dépenses ordinaires du pays.

Si nous considérons notre dette au regard des capitaux empruntés, nous relevons que — d'après les chiffres fournis par le Gouvernement — du 31 octobre 1926 au 30 septembre 1927, l'ensemble des amortissements a réduit les engagements de 1,900,000 francs environ, soit :

Dette intérieure	fr. 721,000,000
Dette extérieure	1,177,280,000

L'amortissement a porté pour presque totalité sur la dette flottante : celle-ci se trouve réduite de 850 millions de francs en ce qui concerne la dette extérieure; la proportion entre la dette à l'intérieur et celle à l'extérieur renversée.

Il serait superflu d'insister sur l'intérêt que présente pour notre pays la diminution des dettes extérieures. Sans doute, l'aléa des charges se trouve aujourd'hui réduit au minimum des risques vis-à-vis des pays dont la monnaie est à base or, depuis que le belga se trouve à l'abri des fluctuations. Mais il n'en est pas de même lorsque — comme c'est le cas pour la dette française — une revalorisation peut modifier le montant de nos obligations.

Ainsi que le chiffrait dernièrement M. le professeur Beaudhuin, notre dette, dont il fixe le montant papier total à 56 1/2 milliards brut ou 50 milliards 410 millions net, représente un peu plus de 7 milliards de francs or, contre 5 milliards avant guerre.

L'actif de l'État en existences nettes serait d'autre part susceptible d'être évalué à 42 milliards et demi — soit un découvert à peu près égal à un million or avant la guerre.

Il en résulte donc, que les porteurs de rente sont bien couverts de leur créance, alors qu'à côté de la garantie fournie par les avoirs matériels de l'État se trouve le crédit de toute la Nation et que la charge de la dette ne représente, par habitant, que 52 francs en Belgique contre 70 en France et 170 en Angleterre.

Cependant, quel qu'ait été l'avance déjà réalisée, il n'est pas moins vrai que nos rentes ne trouvent pas encore auprès du public la faveur qu'elles semblent mériter, et que le fait de la capitalisation élevée des fonds d'État belge constitue une lourde charge pour celui-ci.

Au cours de novembre 1927, le rendement était :

Rente 3 %	4.93	
Restauration nationale . . .	6.35	
Consolidé 1921	6.44	
Intérieur à primes	5.95	ou avec la prime 6.58
Dommages de guerre	6.10	id. 6.96

Il y a lieu, d'autre part, de tenir compte du jeu des amortissements dont le Directeur général du fonds d'amortissement indiquait récemment les chiffres des rachats :

Dettes.	Capital.	Montant à racheter.	Rapport.
—	—	—	—
	(millions)		%
2 1/2 %	220	»	»
3 % 1 ^{re} série	468	5	0,80
3 % 2 ^e série	2,643	20	0,76
3 % 3 ^e série	219	2	0,84
5 % Restauration Nationale	1,649	14	0,83
6 % Consolidé	2,054	10	0,48
6 % A. N. I. C.	2,057	27	1,34

Les rachats à effectuer sont, en général, d'autant plus importants que l'emprunt est plus ancien. En effet, les intérêts des capitaux rachetés s'ajoutent automatiquement, chaque année, à la dotation d'amortissement antérieure. Celle-ci était, à l'origine, de 0.30 % pour le 3 %, d'avant-guerre, de 0.50 % pour le 5 % de 1919, de 0.35 % pour le 6 % de 1921.

Que l'on compare ces éléments avec ceux du rendement actuel de tous les titres des sociétés anonymes que la Bourse a surévalués dans des proportions inquiétantes.

Il existe sans doute de multiples raisons qui enlèvent aux titres à revenu fixe la faveur qu'ils mériteraient. Les créanciers de l'État comme ceux des particuliers ayant contracté en or avant guerre et étant remboursés en papier ont subi dans la crise de dévalorisation une si cruelle épreuve qu'elle a jeté le discrédit sur ce qui était jadis considéré comme « placements de père de famille ».

Plusieurs membres de la Commission n'ont pas hésité à renouveler, à cet égard, leurs regrets de ce qu'il n'ait point été trouvé jusqu'ici de remède ni de formule pour venir en aide à cette catégorie particulièrement intéressante des victimes de la guerre. Ils n'ont pas manqué de rappeler que des promesses

formelles de réparations indirectes n'ont trouvé jusqu'ici aucune réalisation. Peut-être le cours actuel des rentes se ressent-il de leurs désillusions.

D'autre part il a été signalé, en invoquant l'exemple de pays voisins, qu'il serait utile d'admettre nos rentes au marché à terme.

On a constaté en France, à l'encontre de ceux qui doutaient de l'opportunité de rouvrir le marché des Rentes française à terme, que le 3 % perpétuel et le 5 % 1920 amortissable sont, de tous les fonds nationaux, les seuls qui aient regagné leurs plus hauts cours.

L'examen du Budget de la Dette publique aurait nécessairement amené l'examen de la réduction de l'amortissement ayant justifié la loi du 7 juin 1926. Mais cette discussion a pu déjà se dérouler à l'occasion du vote du Budget des Voies et Moyens et il serait frustratoire d'y revenir ici.

La Commission vous propose l'adoption du Budget.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
MAX HALLET.

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1927-1928.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1928

ANNEXE AU RAPPORT DE M. WAUWERMANS

**Questions posées à M. le Ministre des Finances à la demande
d'un membre de la Commission.**

Questions.

Il résulte de l'Exposé général du Budget des Recettes et des Dépenses de 1925 (*Doc.*, n° 4, session 1924-1925) que la dette extérieure était de 9,272 millions et la dette intérieure de 31,412 millions, soit un total de 40,684 millions.

Cette année, l'Exposé général nous révèle une dette extérieure de 28,740 millions et une dette intérieure de 27,451 millions.

Ce qui fait que la proportion de la dette extérieure est passée de moins de 25 % de la dette totale, tandis que maintenant les proportions sont renversées et la dette extérieure est de plus de 50 %, tandis que la proportion de la dette intérieure est réduite de 76 % à 48 % de la dette totale.

M. le Ministre voudrait-il nous dire pour combien cette augmentation de la dette extérieure résulte :

- 1° Du chef d'emprunts nouveaux ;
- 2° Du chef de la dévalorisation du franc.

M. le Ministre voudrait-il nous dire, d'autre part, quelle était la valeur de la dette en francs or en 1925, et de combien elle serait actuellement si elle atteignait encore la même somme qu'à cette époque, c'est-à-dire si elle était encore, de 31,412 millions de francs au lieu d'être de 27,452 millions de francs.

Réponses.

Le montant de la dette extérieure au 30 septembre 1927, évaluée au cours de ce jour, s'élevait à (Exposé général du Budget de 1928) 28,740 millions de francs.

Le montant de la dette extérieure au 30 septembre 1924, évaluée au cours de cette même date, s'élevait à (Exposé général du Budget de 1925. 9,272 millions de francs.

Augmentation. 19,468 millions de francs

Cette augmentation résulte :

I. — *De la balance des émissions et des amortissements ci-dessous :*

1° Augmentation du chef de l'émission des nouveaux emprunts ci-après :

a) Emprunt 6 % de \$ 50,000,000 (contrat du 16 décembre 1924), à 20 francs le dollar	fr. 1,000,000,000
b) Emprunt 7 % de \$ 50,000,000 (contrat du 10 juin 1925), à 22 francs le dollar	1,100,000,000
c) Emprunt 7 % de Stabilisation de \$ 100,000,000 (contrat du 23 octobre 1926), à fr. 35.92 le dollar.	3,592,000,000
	5,692,000,000

2° Augmentation résultant de l'Accord conclu à Washington le 15 août 1925, pour la consolidation des dettes envers le Gouvernement des États-Unis :

a) Dette de guerre ne figurant pas à la situation de la dette au 30 septembre 1924, l'Allemagne ayant été considérée comme substituée à la Belgique en ce qui concerne cette dette : \$ 171,780,000 à 22 francs.	3,778,000,000
b) Intérêts arriérés des dettes post-armistice ajoutés au capital des mêmes dettes \$ 40,750,430 à 22 francs.	897,000,000
	fr. 4,675,000,000

Augmentation. . . . fr. 10,367,000,000

Diminution résultant d'amortissements effectués pendant ces trois années fr. 1,236,000,000

Balance augmentation. . . . fr. 9,131,000,000

II. — Augmentation résultant de la dévalorisation du franc à concurrence de fr. 10,337,000,000

Augmentation totale. . . . fr. 19,468,000,000

* * *

La dette intérieure au 30 septembre 1924
était de 31,412 millions de francs papier.

La valeur or de cette dette était, au
30 septembre 1924, de. 7,853 millions de francs or,
et, au 30 septembre 1927, de. 4,535 millions de francs or.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1928.

BEGROOTING DER OPENBARE SCHULD VOOR HET DIENST- JAAR 1928 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUVERMANS**.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van de Openbare Schuld moet de regeling voorzien van al de ten laste van den Staat bevonden schulden en die het voorwerp uitmaken van die schuldbewijzen die te zijnen laste in bezit van anderen zijn.

Het zijn niet alleen de schulden voortvloeiende uit leeningen, maar al deze welke gekapitaliseerd zijn en per annuïteit of op termijn moeten afgelost worden.

Men mag de openbare Staatsschuld niet verwarren met de gezamenlijke som der Staatsfondsen wier titels een deel vertegenwoordigen en waarvan de dienst slechts een van de hoofdstukken van de Begrooting uitmaakt. Naast den dienst van den interest en van de amortisatie van onze leeningen, is er nog de last van de bij annuïteiten te voldoene schulden die voortspruiten uit aan den Staat bewezen diensten en uit de offers te zijnen voordeele gebracht, en waarvan het brevet van pensioen, ten laste van de Schatkist, gewoonlijk als bewijsstuk geldt.

Het is niet zonder nut, dit onderscheid tusschen de schuld en de schuldbewijzen te doen uitkomen, om deze schijnbare tegenspraak te doen verdwijnen : terwijl men in den loop van het dienstjaar amortisatie van de schuld heeft gedaan, de Begrooting voor 1928, op slot van rekening, toch geklommen is met fr. 123,983,300.70 vergeleken bij die van 1927, hetzij fr. 3,920,382,622.73 tegen fr. 3,796,397,322.03.

De werkelijke vermeerdering is slechts 23,611,000 frank ten laste van de

(1) Begrooting, n° 4-II.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit :

a) de leden van de Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Besuinigingen : de heeren Hallet, voorzitter, Pusseunier, ondervoorzitter, Carlier en David, secretarissen, Boddart, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Aug.), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoën, Kreglinger, Lepage, Morlet, Soudan, Van Aekere (F.), Wauwermans.

a) zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Carton de Wiart, Fieullien, de Winde, Raemdonck, Claes, de Montpellier.

H

Dit verslag, n° 62, is rondgedeeld geworden op 20 Januari 1928.

(Art. 4 van het besluit van de Kamer betreffende het onderzoek der Begrootingen.)

eigenlijke Openbare Schuld, ofschoon er, namelijk, onder dit hoofdstuk vermeerderingen komen van :

- 10,000,000 frank, interest der nominale titels uitgegeven tot betaling der oorlogsschade.
- 19,959,000 frank, verhooging wegens spoorwegnaasting, deelneming van den Staat in het aanleggen van buurtlijnen, in de goedkope woningen, in de waterbedeeling.
- 4.092,000 frank, wegens de leening van 300 miljoen uitgegeven door het Gemeentecrediet voor den onderstand aan de gemeenten.
- 48,000,000 frank, regeling der annuïteit van de stabilisatieleening door toevoeging van de aflossing.
- 21,000,000 frank, verhooging der annuïteiten aan de Vereenigde-Staten verschuldigd.

Daar tegenover, vindt men gelukkig eene vermindering tot beloop van 25 miljoen der kosten van de schuld en van 44 miljoen wegens vereffende terugbetalingen.

Is de Begrooting van 's Lands Schuld in verhooging, dan is dit niet wegens vermeerdering van het bedrag der ontleende kapitalen. De ware oorzaak ligt in den last der pensioenen die, in 's Lands Schuld alléén, 720,873,000 frank bedragen, te zeggen eene verhooging van 181,624,000 frank.

In 1914, bedroegen de pensioenen 38,392,000 frank. In 1928 is die last gestegen tot 903,323,000 frank, te zeggen dertig maal meer en vertegenwoordigt 12 t. h. der gewone uitgaven van het land,

Beschouwen wij onze schuld met het oog op de ontleende kapitalen, dan bevinden wij — volgens de cijfers door de Regeering overgemaakt — dat, van af 31 October 1926 tot 30 September 1927, de aflossingen onze verbintenissen met 1,9000,000 frank hebben verminderd, hetzij :

Binnenlandsche Schuld	fr. 721,000,000
Buitenlandsche Schuld	1,177,280,000

Bijna de geheele amortisatie sloeg op de vlottende schuld; deze is verminderd met 850 miljoen frank, wat betreft de buitenlandsche schuld, het verschil tussen de schuld in het binnenland en deze in het buitenland is omgekeerd.

Het zou overbodig zijn aan te dringen op het groot belang, voor ons land, van eene vermindering van de buitenlandsche schulden. Voorzeker, de wisselvalligheid van de lasten is thans verminderd tot het minimum der risico's ten opzichte van de landen waar de munt aan goudbasis is, sedert dat de belga tegen de schommelingen gevrijwaard is. Maar hetzelfde geldt niet wanneer — zooals het geval zich voordoet met de Fransche schuld — eene revalorisatie het bedrag van onze verplichtingen kan wijzigen.

Zooals onlangs de heer professor Beaudhuin het uitrekende, vertegenwoordigt onze schuld waarvan hij het geheel papier-bedrag op 56 1/2 milliard bruto bepaalt, of 50 milliard 410 miljoen netto, iets meer dan 7 milliard goudfrank, tegen 5 milliard vóór den oorlog.

Het actief van den Staat in werkelijke waarden zou, anderzijds, kunnen geschat worden op 42 milliard 500,000 miljoen frank, hetzij een tekort nagenoeg gelijk aan 1 miljoen goud vóór den oorlog.

Hieruit vloeit voort, dat de bezitters van rentetitels wel degelijk gedekt zijn, terwijl naast den waarborg, verzekerd door de natuurlijke bezittingen van den Staat, het krediet van de geheele Natie staat en de last van de schuld, voor elken inwoner slechts een bedrag vertegenwoordigt van 52 frank in België, 70 frank in Frankrijk en 170 in Engeland.

Nochtans, hoe groot de verwezenlijkte vooruitgang ook zij, blijft het zeker dat onze renten bij het publiek stellig niet gezocht worden, zooals zij het schijnen te verdienen en dat de hooge capitalisatie van de Belgische Staatsfondsen een zware last voor ons land is.

De opbrengst was, met den koers in November 1927 :

Rente aan 3 t. h.	4.93		
Nationale Herstelling	6.35		
Schuld tot consolideering van 1921	6.44		
Binnenlandsche leening met premien	5.95	of met de premie	6.58
Oorlogsschade	6.10	id.	6.96

Anderzijds, moet men rekening houden met de regeling der schulddelging betreffende welke de Algemeene Bestuurder van het Fonds tot delging der Staatsschuld, onlangs de cijfers medegedeeld heeft :

Schulden.	Kapitaal.	Af te koopen bedrag :	Verhouding.
—	—	—	—
	(millioen)		t. h.
2 1/2 t. h.	220	»	»
3 t. h. 1 ^{ste} reeks	468	4	0.80
3 t. h. 2 ^e reeks	2,643	20	0.76
3 t. h. 3 ^e reeks	219	2	0.84
5 t. h. Nationale Herstelling	1,649	14	0.83
6 t. h. Consolideering	2,054	10	0.48
6 t. h. A. N. I. C.	2,057	27	1.34

De afkopen waartoe moet overgegaan worden is belangrijker naarmate de leening ouder is. Inderdaad, de interest der afgekochte kapitalen wordt, op automatische wijze, jaarlijks, aan de vorige dotatie voor de schulddelging toegevoegd. Deze bedroeg, in den beginne, 0.30 t. h. voor de 3 t. h. — leening van vóór den oorlog, 0.50 t. h. voor de 5 t. h. — leening van 1919, 0.35 t. h. voor de 6 t. h. — leening van 1921.

Dat men deze gegevens vergelijke met die van de tegenwoordige opbrengst van al de titels der naamlooze vennootschappen welke de Beurs, in veront-rustende verhoudingen, boven hun waarde heeft gedreven.

Ongetwijfeld, bestaan er talrijke redenen die aan de titels met vaste opbrengst de gunst ontnemen die zij zouden verdienen. De schuldeischers van den Staat evenals die van de particulieren, die voor den oorlog bedragen in goud geleend hebben, die hun in papier terugbetaald worden, hebben zulke schade geleden, tijdens de devalorisatie-crisis, dat hetgeen vroeger als een « belegging voor familie-vaders » beschouwd werd, thans een slechte faam gekregen heeft.

Talrijke leden van de Commissie hebben niet geaarzeld, te dien opzichte, opnieuw niting te geven aan de spijt dat men tot nog toe geen middel noch formules gevonden heeft om deze reeks bijzonder belangwekkende slachtoffers van den oorlog ter hulp te komen.

Zij hebben niet nagelaten er aan te herinneren, dat bepaalde beloften, betreffende een onrechtstreeksche vergoeding, nog niet verwezenlijkt werden.

Misschien ondergaat de huidige koers het gevolg van hunne ontgoochelingen.

Anderzijds, heeft men in het licht gesteld, wijzende op het voorbeeld van andere landen, dat het nuttig zou zijn het koopen en verkoopen, op termijn, van onze renten toe te laten.

Men heeft in Frankrijk opgemerkt, dat, in strijd met hetgeen verklaard werd door die welke twijfelden aan de gepastheid van het opnieuw toelaten van aan- en verkoop van Fransche renten op termijn, de niet aflosbare leening aan 3 t. h. en de aflosbare leening aan 5 t. h. van 1920, de eenige renten zijn die opnieuw hunne hoogste koersen bereikt hebben.

Het onderzoek der Begrooting van de Openbare Schuld zou noodzakelijk geleid hebben tot het onderzoek van de vermindering der delging die aanleiding gaf tot de wet van 7 Juni 1926.

Doch deze bespreking kon reeds plaats grijpen bij de goedkeuring der Begrooting van 's Lands Middelen en het ware noodeloos daarop terug te komen.

Uwe Commissie stelt U voor de Begrooting aan te nemen.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

(BIJLAGE VAN N^o 62)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1927-1928.

BEGROOTING VAN DE OPENBARE SCHULD VOOR HET DIENSTJAAR 1928

BIJLAGE VAN HET VERSLAG VAN DEN HEER WAUWERMANS

Vragen gesteld aan den Minister van Financiën op verzoek van een lid der Commissie

Vragen.

Uit de Algemeene Toelichting van de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor 1928 (*Gedr. St.*, n^o 4, zittingsjaar 1924-1928) blijkt, dat de buitenlandsche schuld 9,272 miljoen, en de binnenlandsche schuld 31,412 miljoen bedraagt, hetzij een totaal van 40,684 miljoen.

Dit jaar spreekt de Algemeene Toelichting van eene buitenlandsche schuld van 28,740 miljoen en van eene binnenlandsche schuld van 27,451 miljoen.

De verhouding van de buitenlandsche schuld is dus gedaald tot minder dan 28 t. h. van de geheele schuld, terwijl thans de verhoudingen omgekeerd zijn en de buitenlandsche schuld meer dan 50 t. h. bedraagt, terwijl de verhouding van de binnenlandsche schuld verminderd is van 76 t. h. tot 48 t. h. van de geheele schuld.

Zou de heer Minister ons willen zeggen in welke mate deze vermeerdering van de buitenlandsche schuld voortvloeit uit :

- 1° Nieuwe leeningen;
- 2° Waardevermindering van den frank.

Zou de heer Minister ons, anderzijds, willen zeggen welke de waarde was van de schuld in goudfranks in 1925, en welke thans die waarde zou zijn indien zij nog van hetzelfde bedrag was als op dit tijdstip, met andere woorden, indien zij nog 31,412 miljoen frank bedroeg, in plaats van 27,452 miljoen frank.

Antwoorden.

Het beloop van de buitenlandsche schuld, op 30 September 1927, geschat naar de huidige koersen, beliep (Algemeene Toelichting van de Begrooting voor 1928) 28,740 miljoen frank.

Het bedrag van de buitenlandsche schuld op 30 September 1924, geraamd volgens de koersen van denzelfden datum, beliep (Algemeene Toelichting van de Begrooting voor 1925) 9,272 miljoen frank.

Verhooging van. 19,468 miljoen frank.

Deze verhooging vloeit voort uit :

I. — *De balans der hiernavolgende uitgiften en der delgingen :*

1^o Verhooging wegens de uitgifte van navolgende nieuwe leeningen :

a) Leening 6 t. h. van \$ 50,000,000 (Contract van 16 December 1924), aan 20 frank per dollar.	fr. 1,000,000,000
b) Leening 7 t. h. van \$ 50,000,000 (Contract van 10 Juni 1925), aan 22 frank per dollar	1,400,000,000
c) Stabilisatie-leening 7 t. h. van \$ 100,000,000 (Con- tract van 23 October 1926), tegen fr. 35.92 per dollar	3,592,000,000
	fr. 5,692,000,000

2^o Verhooging voortvloeiende uit het Accoord gesloten te
Washington dd. 15 Augustus 1925, voor de consoli-
datie der schulden tegenover de Regeering der Veree-
nigde-Staten :

a) Oorlogsschuld niet voorkomende in de opgave der schuld op 30 September 1924, dewijl Duitschland werd aangezien als in de plaats geschoven van Belgie : \$ 171,780,000 aan 22 frank.	fr. 3,778,000,000
b) Achterstallige interesten van de schulden van na den wapenstilstand, gevoegd bij het kapitaal der- zelfde schulden : \$ 40,750,430 aan 22 frank	897,000,000
	fr. 4,675,000,000

Verhooging fr. 10,367,000,000

Vermindering voortvloeiende uit de gedurende
die drie jaren gedane delgingen

1,236,000,000

Balans : Verhooging fr. 9,131,000,000

II. — Verhooging voortvloeiende uit de devalorisatie van

den frank ten beloope van fr. 10,337,000,000

Algemeene verhooging fr. 19,468,000,000

* * *

De binnenlandsche schuld op 30 September
1924 bedroeg 31,412 millioen papierfrank.

De goudwaarde van deze schuld bedroeg op
30 September 1924 7,853 millioen goudfrank,
en op 30 September 1927 4,535 millioen goudfrank.